

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

SECRETARIAT GENERAL A L'AGRICULTURE



Projet
d'Entrepreneuriat
des Jeunes
dans l'Agriculture et
l'Agro-Business



AFRICAN DEVELOPMENT
BANK GROUP

GRUPE DE LA BANQUE
AFRICAIN DE
DEVELOPPEMENT

22 MARS 2023

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS) *PROJET D'ENTREPRENARIAT DES JEUNES DANS L'AGRICULTURE ET L'AGROBUSINESS*

Secteur Agricole

Référence de l'accord de financement

N° d'Identification du Projet : P-CD-AB0-006.
PRET N°2100150036 597

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agrobusiness (PEJAB), et a l'intention d'utiliser une partie de ce montant pour recruter **un consultant-firme pour le conception et la mise en place d'une plate-forme numérique du Programme d'Urgence Intégré de Développement Communautaire (PN-PUIDC).**

Les services prévus visent à appuyer la Cellule d'Appui du Programme d'Urgence Intégré de Développement Communautaire (CAPUIDC) à développer et à opérationnaliser un portail web, dénommé « PLATEFORME INFORMATIQUE DU PUIDC ».

Les tâches relatives à cette mission comprennent, entre autres, ce qui suit :

- A. Développement de la plateforme et transfert technologique incluant :
- L'élaboration des spécifications fonctionnelles et techniques de la plateforme ;
 - Le développement de la plateforme et son déploiement sur l'infrastructure matérielle mise à disposition par la CAPUIDC,
 - La fourniture et installation des équipements, matériels et logiciels d'hébergement de la plateforme en environnement virtualisé ;
 - La formation des utilisateurs et des équipes chargées de l'administration du système,
 - La formation technique des équipes informatiques sur les outils de développement ;
 - L'assistance au démarrage pendant une période d'au moins trois mois,
 - La garantie du système pendant une période d'une année à partir de sa mise en service ;
- B. Assistance à l'intégration des données disponibles en format numérique dans le système, incluant leur représentation cartographique ;
- C. Maintenance du système pendant l'année suivant l'année de garantie ;
- D. Réalisation d'une étude permettant le choix d'un modèle organisationnel et économique d'exploitation de la plateforme garantissant sa pérennité et son évolution :

- L'étude présentera les différents scénarii et mettra en évidence les atouts et inconvénients associés. Un scénario aura à être recommandé. Un modèle de type partenariat public privé (PPP) sera privilégié ;
- Le scénario retenu d'un commun accord avec le Client aura à être détaillé en termes de i) mode de fonctionnement (organisation, gouvernance et responsabilité) et solution technique sous-jacente ii) d'impact sur la filière et les parties prenantes, iii) de soutenabilité du modèle et de pérennité de la solution avec mise en évidence de la viabilité économique suite à une analyse des coûts et des produits basée sur des hypothèses à argumenter, iv) de risques liés au modèles.

L'Unité de Coordination du Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB) invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentations, références de prestations similaires, expériences dans des missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification. L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du projet PEJAB de le retenir sur la liste restreinte. La méthode de sélection sera la Liste restreinte.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque Africaine de Développement (Edition d'Octobre 2015), qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org> ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : de 9h00 à 16h00 (heures locales) du lundi au vendredi.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse physique mentionnées ci-dessous ou envoyées par mail à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard vendredi le 05 avril 2023 à 15 heures 00 mn et porter expressément la mention :

«Consultant-firme pour le conception et la mise en place d'une plate-forme numérique du Programme d'Urgence Intégré de Développement Communautaire (PN-PUIDC).»

Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)

A l'intention de :

Monsieur Richard KIALUNGILA TSIANGANI, Coordonnatrice National de l'Unité de Coordination du Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB),

Sise avenue Léonie KASEMBE, N°8288 Concession Zamat, Derrière l'Immeuble Modern Paradise, Commune de la Gombe

A Kinshasa/ République Démocratique du Congo

Mobile : +243 819474267

E-mail : pejabrdcongo@gmail.com

Richard KIALUNGILA TSIANGANI
Coordonnateur National





Projet
d'Entrepreneuriat
des Jeunes
dans l'Agriculture et
l'Agro-Business



AFRICAN DEVELOPMENT
BANK GROUP

GRUPE DE LA BANQUE
AFRICAINNE DE
DEVELOPPEMENT

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA CONCEPTION ET LA MISE EN PLACE
D'UNE PLATEFORME NUMERIQUE DU PROGRAMME D'URGENCE INTEGRE DE
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PN-PUIDC)
TERMES DE REFERENCE**

Introduction

Dans sa vision, le Chef de l'État de la République Démocratique du Congo (RDC) entend impulser le développement à la base en mettant un accent sur la valorisation du capital humain et plus précisément sur la jeunesse. Ainsi, la RDC a besoin de dégager son potentiel de croissance économique à travers la valorisation de sa jeunesse qui représente sa ressource la plus importante. Dans ces conditions, la RDC doit développer des approches et des mécanismes innovants à même de contribuer à accélérer la création d'emplois et d'opportunités d'insertion socioprofessionnelle durable surtout en faveur des jeunes et des femmes. En outre, l'avènement de la pandémie de la covid-19 a permis de tirer les leçons selon lesquelles, la promotion des solutions locales est le moyen par excellence du développement de la RDC.

Dans ce contexte, le Chef de l'État a créé et mis en place la Cellule d'Appui au Programme d'Urgence Intégré de Développement Communautaire (CAPUIDC) par l'ordonnance n° 19/068 du 25 Juillet 2019. La CAPUIDC est sensée conforter une approche sur la promotion des projets innovants et transformateurs et surtout des initiatives locales portées par les jeunes et les femmes. Ainsi, le Programme d'Urgence Intégré de Développement Communautaire (PUIDC) a été conçu et est en cours de mise en œuvre sous la coordination de la CAPUIDC avec un ancrage institutionnel du Fonds National de Promotion et de Service Social (FNPS), Etablissement public sous la tutelle du Ministre ayant les Affaires sociales dans ses attributions.

Ce programme donne aussi une impulsion aux filières à grande valeur ajoutée dont celle du manioc. En effet, le développement de la filière manioc est incontestablement au stade actuel, l'un des piliers sur lesquels le gouvernement de la RDC et le secteur privé devraient s'appuyer afin de garantir la diversification de l'économie congolaise et la création d'emplois massifs décents et d'opportunités d'insertion socio-professionnelle durable pour les jeunes. L'industrialisation de la filière du manioc s'avère un moyen essentiel pour engranger à grande échelle le développement communautaire avec des effets à court et moyen termes sur l'amélioration rapide des conditions de vie de la population congolaise dans les 26 provinces de la RDC. Le renforcement de cette filière fait partie des actions urgentes du PUIDC.

Pour rappel, la CAPUIDC a pour mission principale de fédérer toutes les actions urgentes du Chef de l'État visant à améliorer rapidement les conditions de vie de la population congolaise, notamment à travers la création d'emplois massifs décents et d'opportunités d'insertion socioprofessionnelle durable. Elle est chargée de l'identification des axes prioritaires et des approches innovantes d'intervention, de la mobilisation des fonds nécessaires au niveau local comme à l'international ainsi que de l'organisation des contacts et des dialogues de haut niveau pour mobiliser des bailleurs de fonds et des investisseurs afin de promouvoir le développement socio-économique des communautés de base, de la conception des projets d'envergure nationale basée sur une approche de développement communautaire. Pour mieux fédérer les actions urgentes du Chef de l'Etat dans le sens du développement communautaire, un cadre organisant les échanges entre les divers acteurs est à mettre en place. Ce cadre se fondera de l'exploitation de tous outils disponibles des nouvelles techniques de l'information et de la communication.

Contexte de la mission

Dans le cadre de la feuille de route et du plan d'actions de la phase I du PUIDC, il est prévu des objectifs quantitatifs ambitieux. Il s'agit notamment de la création d'environ 9,3 millions d'emplois directs et indirects, l'élaboration des 78 projets provinciaux bancaables dans les 78 filières identifiées et 22 projets nationaux bancaables, l'accompagnement des 63 start-ups et la valorisation et la professionnalisation des 845 métiers innovants, l'accompagnement des Entités Territoriales Décentralisées. Pour atteindre ces objectifs, un financement nécessaire à mobiliser estimé à USD 6,3 milliards est nécessaire.

Depuis août 2019 et dans le cadre de la phase I du PUIDC, la CAPUIDC se déploie pour se doter d'un cadre de mise en œuvre du PUIDC et pour développer des outils nécessaires pour le pilotage du PUIDC. Elle a mis en place un cadre de collaboration avec les parties prenantes au PUIDC. Elle a établi un point d'ancrage au sein du Gouvernement pour l'opérationnalisation du PUIDC. Elle développe des partenariats stratégiques pour la conception et la mise en œuvre des autres phases du PUIDC. Les parties prenantes au PUIDC comprennent (i) les ministères sectoriels et services publics les plus concernés par les questions du développement communautaire, (ii) les institutions et organisations internationales, (iii) les acteurs du secteur privé sur le plan international et national, (iv) les organisations et institutions de la société civile, et (v) plusieurs autres institutions spécialisées. Le point d'ancrage au sein du Gouvernement pour l'opérationnalisation du PUIDC est assuré par le FNPSS qui est un Établissement public ayant pour objet social d'appuyer l'action sociale et humanitaire du Gouvernement et de servir de banque sociale.

Au vu des objectifs quantitatifs annoncés, le calendrier indicatif 2020-2023 des activités de la CAPUIDC prévoit la mise en place du dispositif opérationnel et de suivi-évaluation du PUIDC en 2021¹. Il est donc prévu la création d'une base de données des projets et bénéficiaires constituant le dispositif opérationnel et de suivi-évaluation du PUIDC. En effet, il s'agit du développement et du déploiement d'un portail web basé sur une base de données sécurisée permettant : (i) la gestion des projets et des bénéficiaires du PUIDC dans l'ensemble du pays, et le (ii) le suivi des filières porteuses dans les trois composantes production, industrialisation et commercialisation.

Outre l'accès au système de gestion des micro-projets depuis leur identification jusqu'à leur clôture, le portail permettra l'accès à un système d'information intégré et centralisé, mis à la disposition des différents acteurs, de la filière manioc, chacun pour les volets le concernant, et permettant une plus grande maîtrise de l'information sur la filière pour une gestion efficace et prise de décision rapide et raisonnée. L'accès à ce portail web se fera principalement via internet, mais dans les locaux de la CAPUIDC et du FNPSS, l'accès au portail par un réseau local est envisageable. Cette plateforme informatique de la CAPUIDC constituera un point d'accès unique aux différents systèmes d'information du projet et permettra l'intégration du suivi d'autres filières.

Objet de la mission

La mission porte sur le développement et l'opérationnalisation d'un portail web, dénommé « **PLATEFORME INFORMATIQUE DU PUIDC** ». Cette plateforme :

- Reliera la CAPUIDC et le FNPSS, via internet et en local, à l'ensemble de leurs partenaires (financeurs et bénéficiaires des projets communautaires) dans le cadre du PUIDC. Elle servira pour la CAPUIDC et le FNPSS du dispositif opérationnel et de suivi-évaluation. Une bonne partie de cette plateforme sera publique où les informations pertinentes sur les activités du PUIDC seront publiées à l'attention du grand public.
- Servira d'accès aux différents intervenants publics et privés dans la filière Manioc pour disposer, en accès public, de statistiques sur la filière et prendre connaissance des projets d'industrialisation et de transformation et en accès privé via authentification, déposer des offres de vente en tant que producteur ou bien des demandes d'achat en tant que commerçant ou industriel au niveau national ou international.

¹ Voir le tableau n° 4 de la feuille de route et plan d'action (2020-2023) de la CAPUIDC, p. 26



Le système offrira aussi, en intranet, des fonctionnalités de gestion et de suivi propres à l'administration au niveau de chacune des provinces et au niveau central pour réaliser un suivi des campagnes de production du manioc à différentes étapes (surfaces emblavées, estimation de la production, volume des transactions, volume des transformations, volume de la commercialisation, etc.) et pour la gestion des requêtes et réclamations des différents utilisateurs.

- Permettra, à terme, l'intégration d'autres filières et de nouveaux systèmes en relation avec les composantes du projet.

Périmètre de la mission et résultats attendus

La mission concerne le développement et l'opérationnalisation de la Plateforme Informatique du PUIDC à déployer au sein de la CAPUIDC et du FNPSS. Il s'agit de la réalisation d'un système intégré comportant :

1. Un portail permettant la publication des données publiques (Open data) relatives aux projets communautaires et à la filière manioc ainsi qu'un accès authentifié aux deux plateformes « Micro-projets communautaires » et « Filière manioc ».
2. La plateforme « Micro-projets communautaires » devrait traiter l'ensemble des projets communautaires provinciaux et nationaux depuis l'identification des besoins au niveau local jusqu'à la satisfaction des besoins, en passant par la gestion des micro-projets, des partenaires et des bénéficiaires. Elle aura aussi en charge la réalisation des publications sur le portail pour les aspects la concernant.
3. La plateforme « Filière manioc » devrait permettre à l'administration provinciale et centrale un suivi rapproché de la filière manioc aussi bien en termes de surfaces emblavées, de quantité produite, de prix de vente sur les principaux marchés, de volume des transactions en termes de quantité et de montant pour différents types d'usage et aux usagers externes de réaliser des transactions (Achat/ Vente) à travers un système d'information des marchés dédiés au manioc. Elle aura aussi en charge la réalisation des publications sur le portail pour les aspects la concernant.
Cette plateforme pourra être associée, dans un deuxième temps, un système d'aide à la décision permettant de mettre en évidence i) les terres les plus recommandés pour le développement des cultures du manioc, ii) une analyse du marché international en termes d'offre et de demande et en termes de prix international des produits bruts et transformés, iii) une bibliographie étoffée d'études et d'analyse de la filière.
4. Le dimensionnement de la plate-forme sera fait de manière à s'étendre sur toutes les filières porteuses en considérant le manioc à titre pilote. L'approche à privilégier est celle de « structuration et modélisation des filières du PUIDC »

Les prestations attendues sont comme suit :

- A. Développement de la plateforme et transfert technologique incluant :
- L'élaboration des spécifications fonctionnelles et techniques de la plateforme ;
 - L'élaboration des spécifications techniques des équipements de la plate-forme et du DAO pour leur acquisition par l'UCP PABEA-COBALT.
 - Le développement de la plateforme et son déploiement sur l'infrastructure matérielle mise à disposition par la CAPUDIC,
 - La fourniture des équipements matériel et logiciels d'hébergement de la plateforme en environnement virtualisé ;
 - La formation des utilisateurs et des équipes chargées de l'administration du système,
 - La formation technique des équipes informatiques sur les outils de développement ;
 - L'assistance au démarrage pendant une période d'au moins trois mois,
 - La garantie du système pendant une période d'une année à partir de sa mise en service ;

- B. Assistance à l'intégration des données disponibles en format numérique dans le système, incluant leur représentation cartographique ;
- C. Maintenance du système pendant l'année suivant l'année de garantie ;
- D. Réalisation d'une étude permettant le choix d'un modèle organisationnel et économique d'exploitation de la plateforme garantissant sa pérennité et son évolution :
 - L'étude présentera les différents scénarii et mettra en évidence les atouts et inconvénients associés. Un scénario aura à être recommandé. Un modèle de type partenariat public privé (PPP) sera privilégié ;
 - Le scénario retenu d'un commun accord avec le Client aura à être détaillé en termes de i) mode de fonctionnement (organisation, gouvernance et responsabilité) et solution technique sous-jacente ii) d'impact sur la filière et les parties prenantes, iii) de soutenabilité du modèle et de pérennité de la solution avec mise en évidence de la viabilité économique suite à une analyse des coûts et des produits basés sur des hypothèses à argumenter, iv) de risques liés au modèles.

L'adjudicataire précisera les spécifications des équipements nécessaires à l'issue de la phase de conception du système.

Il assistera le CAPUIDC au recrutement d'un cabinet pour assurer le développement de la plateforme dans un cadre de PPP.

Durée de la mission

La durée maximale de la mission est de 15 mois incluant les trois mois d'assistance et hors délais de validation des livrables.

Phasage de la mission et livrables :

La mission sera réalisée en six phases comme suit :

Phase	Livrable
Phase1 : Cadrage du projet	Livrable 1 : Plan d'Assurance Qualité
Phase2 : Conception détaillée de la plateforme	Livrable 2 : Spécifications Fonctionnelles Détaillées, Spécifications techniques des équipements et préparation des DAO pour leur acquisition par l'UCP PABEA-COBALT. Livrable 3 : Dossier d'Architecture Technique de la solution (intégrant la conception détaillée de la solution ainsi que l'architecture globale)
Phase3 : Codage et test unitaire	
Développement et/ou paramétrage de la plateforme	Livrable 4 : Dossier de conception fonctionnelle et technique de la plateforme Livrables 5-1 : Dossier « Code Source des développements réalisés et documentation technique associée » d'une 1 ^{ère} version de la plateforme comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - Le Portail ; - Les fonctions relatives à la gestion des micro-projets - Cahier de recette de la version Livrable 5-2 : Dossier « Code Source des développements réalisés et documentation technique associée » accompagné d'une 2 ^{ème} version de la plateforme comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - Le portail intégrant le S.I. de la filière du manioc ; - L'ensemble des fonctionnalités relatives à la gestion de la filière du manioc Livrable 6 : Cahier de recette de la plateforme
Tests d'acceptance de la plateforme	Livrable 7 : Code Source après validation de la recette fonctionnelle, accompagné des nouvelles versions de la plateforme



Phase	Livrable
Phase 4 : Fourniture et installation de la plateforme de déploiement de la plateforme (serveurs et logiciels)	Livrable 8 : - Equipements livrés et installés sur le site fourni par le CAPUIDC - Documentation technique des équipements et de l'architecture technique de l'environnement virtualisé
Phase 5 : Formation des utilisateurs finaux, des administrateurs et des informaticiens	Livrable 9 : Programme détaillé de formation Livrable 10 : Documentation associée à la formation des administrateurs et de l'équipe technique dont notamment : - Le support de formation - Le manuel technique d'installation, d'administration et d'exploitation de la plateforme Livrable 11 : Documentation associée à la formation des utilisateurs finaux dont notamment : - Le support de formation - Le manuel utilisateurs
Phase 6 : Mise en œuvre du système	
Assistance à l'intégration des données disponibles sous format numérique ;	Livrable 12 : Rapport d'intégration des données
Mise en production de la plateforme	Livrable 13 : Nouvelle version livrées de la plateforme (sources et exécutables)
Assistance post-démarrage	Livrable 14 : Rapport d'assistance.
Phase 7 : Garantie et Maintenance 1 ^{ère} année	Livrable 15 : - Rapports trimestriels - Rapport de fin de la garantie - Rapport de fin de maintenance 1 ^{ère} année
Phase 8 : Présentation d'un modèle économique viable pour la pérennisation et le développement de la plateforme et assistance au recrutement d'un cabinet dans un cadre de PPP.	Livrable 16 : -Modèle économique de développement de la plateforme -Dossier de recrutement du Développeur -Recrutement et mise en service du Développeur

Equipe de gestion du projet du soumissionnaire

Le contractant est libre de présenter l'équipe d'experts qu'il pense être la mieux à même de réaliser les prestations du moment que cette équipe présente les compétences de l'équipe indicative comprenant, au moins les experts suivants présentant les compétences ci-après décrites.

Autre que les exigences de participation mentionnées dans l'article 3 du CCAP, le soumissionnaire doit proposer une équipe projet composée au minimum de six (07) personnes y compris le chef de projet. Cette équipe doit répondre aux exigences suivantes :

Critère	Exigence minimale
Le chef de projet	
Diplôme universitaire	Ingénieur en informatique ou spécialité équivalente (minimum Bac+5)
Expériences	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 ans d'expérience ▪ 03 références en TIC achevées et conduites avec succès en tant que chef de projet ▪ 1 référence de même degré de complexité conduite avec succès en tant que chef projet
Formations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une (01) formation en gestion de projet ▪ Une (01) formation en méthodes agiles
Un Consultant fonctionnel	
Diplôme universitaire	Bac+5, Spécialité informatique/Gestion ou spécialité équivalente
Expériences	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 07 ans d'expérience ▪ Au moins 02 références achevées avec succès, en tant que Consultant fonctionnel, en relation avec la mise en place de plateforme numérique (e-services) ▪ Au moins 01 référence achevée avec succès, en tant que Consultant fonctionnel, en relation avec la dématérialisation et l'automatisation de processus métiers

Critère	Exigence minimale
Deux (02) Consultants techniques / Développeurs	
Diplôme universitaire	Bac+5, Spécialité informatique ou spécialité équivalente
Expériences	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 04 ans d'expériences chacun ▪ Au moins 01 référence achevée avec succès pour chacun, en tant que consultant technique / Développeur, en relation avec la mise en place de plateforme numérique (e-services) ▪ Au moins 01 référence achevée avec succès pour chacun, en tant que consultant technique / Développeur, en relation avec la dématérialisation et l'automatisation de processus métiers
Un Architecte SI	
Diplôme universitaire	Bac+5, Spécialité informatique ou spécialité équivalente
Expériences	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 07 ans d'expériences ▪ Au moins 01 référence achevée avec succès, en tant qu'Architecte, en relation avec la mise en place de plateforme numérique (e-services) ▪ Au moins 01 référence achevée avec succès, en tant qu'Architecte, en relation avec la dématérialisation et l'automatisation de processus métiers
Un expert géomaticien	
Diplôme universitaire	Bac+5, Spécialité informatique ou spécialité équivalente
Expériences	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 15 ans d'expériences ▪ Au moins 03 références achevées avec succès, dans la mise en place de SIG pour dotés de portails
Un Consultant assurance qualité / Testeur	
Diplôme universitaire	Ingénieur en informatique ou télécom ou spécialité équivalente (minimum Bac+4) avec certificat ISTQB
Expériences	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 04 ans d'expérience ▪ 01 référence en relation avec la mise en place de plateforme numérique (e-services) achevée avec succès en tant que Consultant assurance qualité / Testeur ▪ 01 référence en relation avec la dématérialisation et l'automatisation de processus métiers achevée avec succès en tant que Consultant assurance qualité / Testeur

Le soumissionnaire devra fournir :

- Les CVs des membres constituant l'équipe projet (avec les détails de l'expérience professionnelle et les références de chacun selon le modèle en annexe). Notant que le diplôme et l'expérience de chacun des membres doivent être justifiés par des attestations et autres documents produits et/ou supervisés par les concernés,
- Toute référence ou information utile pour évaluer sa capacité à exécuter la mission avec le niveau requis de qualité

D'autres experts, personnel de soutien et appui technique peuvent faire partie de l'équipe.

Les curriculum vitae des experts autres que les experts principaux ne doivent pas être inclus dans les offres mais le soumissionnaire devra démontrer que les experts auquel il fait appel ont le profil requis. Le contractant choisit et engage d'autres experts selon ce qui est nécessité par les besoins.

Les procédures suivies par le contractant pour le recrutement des autres experts doivent être transparentes et reposer sur des critères définis au préalable, notamment les qualifications professionnelles, les compétences linguistiques et l'expérience professionnelle.

Le coût de l'appui technique et du personnel de soutien, selon les besoins, est considéré comme étant inclus dans l'offre financière du soumissionnaire.

Plateforme d'hébergement de la solution

Le soumissionnaire devra indiquer l'architecture et les caractéristiques techniques détaillées de la plateforme d'hébergement de la solution qui aura à être virtualisée et répondre aux normes internationales. Le détail des prix devra indiquer les prix unitaires de chaque composante.

Le soumissionnaire sera garant du bon dimensionnement de cette plateforme et de son adéquation par rapport au contexte d'utilisation.

